

Les impôts ferment, il se jette sous le rideau de fer

Devant Cadei, en pleine période de déclarations, les files d'attente s'allongent. Les contribuables craquent, les agents des Finances publiques aussi : ils dénoncent le manque de personnel

Files d'attente interminables, contribuables à bout de nerfs, malaises et bagarres dans la queue... Ça craque aux impôts !

Les syndicats des Finances publiques parlent d'« une affluence record depuis le début de la campagne de prélèvement à la source ». Et des incidents qui se multiplient au centre Nice-Cadei, le plus important du département, mais aussi à Menton.

Lundi, à 15 heures, à Nice, un homme s'est carrément jeté sous le rideau de fer au moment de la fermeture. « Le vigile et le responsable de l'accueil ont réussi à bloquer la grille pour qu'il ne soit pas blessé. Résultat : le rideau est cassé et nous accueillons désormais le public par l'entrée du personnel, ce qui génère des problèmes de circulation dans la rue », raconte, médusée, Cécile Lunel, secrétaire adjointe de la CGT Finances publiques des Alpes-Maritimes.



Le rideau de fer de Cadei est hors d'usage. (Photo Éric Ottino)

Ils font la queue dès 7 heures

Hier matin encore à Nice, la police a dû intervenir pour un crépage de chignons entre deux femmes dans la queue. « 180 personnes

qui attendaient en plein soleil ! Des personnes âgées ont fait des malaises ! », témoigne Bernard Gontier, venu régler un problème d'héritage. Furieux, il dénonce « des conditions de parcage insupportables ».

« Les gens commencent à faire la queue à 7 heures alors qu'on ouvre à 9 heures, ils sont excédés ! Les forces de l'ordre ont dû intervenir à plusieurs reprises », décrit Christophe Choveau du syndicat Solidaires.

« Allez expliquer à quelqu'un qui attend depuis deux heures qu'on lui ferme l'accueil au nez... On les comprend ! », enquille son collègue de FO, Christophe Giordano.

« Chaque jour, nous ne sommes pas en capacité de recevoir plusieurs dizaines de personnes dans une période charnière où il y a beaucoup d'interrogations par rapport au prélèvement à la source », déplore Christophe Choveau.

50 emplois en moins en 2019

En cause ? Un manque de personnel.

Les syndicats tirent la sonnette d'alarme et continueront de faire

signer demain, de 8 h à 9 h 30, une pétition qui comptabilise déjà « des milliers de signatures ».

« Il y a eu 50 suppressions d'emplois dans les Alpes-Maritimes cette année. Et 500 en dix ans, totalise Christophe Giordano. On nous a dit : "Maintenant, tout le monde peut faire sa déclaration sur Internet." Mais les gens continuent à se déplacer. Et, malheureusement, avec des effectifs réduits, nous n'arrivons plus à faire face. »

Pour sa collègue de la CGT, Cécile Lunel, « c'est ni plus ni moins que la casse du service public. » Une casse qui ne semble pas près de s'arrêter selon Christophe Choveau : « Dans les Alpes-Maritimes, quatre des onze services des impôts des particuliers pourraient être fermés à l'horizon 2022. Et, au niveau national, 20 à 30 % des effectifs seront supprimés dans quelques années. »

LAURE BRUYAS
lbruyas@nicematin.fr